



Assemblée générale

Distr. générale
7 janvier 2020
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-troisième session

24 février-20 mars 2020

Points 2 et 3 de l'ordre du jour

Rapport annuel du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et rapports du Haut-Commissariat et du Secrétaire général

**Promotion et protection de tous les droits de l'homme,
civils, politiques, économiques, sociaux et culturels,
y compris le droit au développement**

Atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme

Rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme*

Résumé

Dans sa résolution 34/17, le Conseil des droits de l'homme a prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, en 2019, un atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, en prévoyant de tenir un débat thématique sur le rôle des arrangements régionaux dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

Le Conseil des droits de l'homme a également demandé au Haut-Commissaire de lui présenter, à sa quarante-troisième session, un rapport rendant compte, sous forme résumée, des débats tenus lors de l'atelier et des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 34/17. Le présent rapport rend compte sous forme résumée de l'atelier, tenu à Genève les 21 et 22 octobre 2019.

* Le présent document a été soumis tardivement aux services de conférence, sans la note explicative demandée au paragraphe 8 de la section B de la résolution 53/208 de l'Assemblée générale.



I. Introduction

1. Dans ses résolutions 6/20, 12/15, 18/14, 24/19 et 30/3, le Conseil des droits de l'homme a reconnu le rôle important joué par les arrangements régionaux, sous-régionaux et interrégionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, et prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser des ateliers internationaux visant à présenter des propositions concrètes sur les moyens de renforcer la coopération entre les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes régionaux des droits de l'homme. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a donc organisé ces ateliers en novembre 2008 (A/HRC/11/3), mai 2010 (A/HRC/15/56), décembre 2012 (A/HRC/23/18), octobre 2014 (A/HRC/28/31) et octobre 2016 (A/HRC/34/23).

2. Dans sa résolution 34/17, le Conseil des droits de l'homme a également prié le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme d'organiser, en 2019, un atelier sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme, en prévoyant de tenir un débat thématique sur le rôle de ces arrangements dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et dans l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Le Conseil des droits de l'homme a également demandé au Haut-Commissaire de lui présenter, à sa quarante-troisième session, un rapport rendant compte, sous forme résumée, des débats tenus lors de l'atelier et des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution 34/17.

3. Le HCDH a donc organisé un atelier à Genève, les 21 et 22 octobre 2019¹. Le but de l'atelier était d'élaborer des propositions concrètes pour une action commune de l'ONU, des mécanismes régionaux des droits de l'homme, des institutions nationales et de la société civile visant à lutter contre le racisme. L'accent a été mis sur l'échange de renseignements concernant les bonnes pratiques, les enseignements de l'expérience et de nouvelles formes possibles de coopération.

4. Des tables rondes suivies de dialogues ont eu lieu durant l'atelier. Les participants à la première table ronde se sont attachés à faire le point sur l'évolution depuis 2016 de la coopération entre les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes régionaux des droits de l'homme, notamment sur les problèmes, les lacunes et les résultats constatés. La deuxième table ronde a eu pour thème les cadres juridiques et les mécanismes internationaux et régionaux de protection contre le racisme et la discrimination. Les participants à la troisième table ronde ont abordé les liens entre le droit au développement, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la Déclaration et Programme d'action de Durban. La quatrième table ronde a porté sur les groupes cibles, c'est-à-dire les personnes d'ascendance africaine ou asiatique, les peuples autochtones, les migrants, les réfugiés et les Roms. La cinquième table ronde a examiné les mécanismes nationaux de promotion, de protection et de suivi dans les domaines de l'emploi, de la santé, du maintien de l'ordre et de l'éducation. Le présent rapport récapitule les débats tenus au cours des tables rondes, y compris les conclusions et recommandations qui ont été formulées.

5. Parmi les participants figuraient des experts et des représentants des secrétariats des organes conventionnels de l'ONU, des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, de la Cour de justice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, du Conseil de l'Europe, de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de

¹ Le programme de travail est disponible à l'adresse www.ohchr.org/EN/Countries/NHRI/Pages/Cooperation.aspx.

l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), du Comité arabe des droits de l'homme, d'autres organisations régionales ou nationales et d'organisations de la société civile. Le 23 octobre 2019, les coordonnateurs des mécanismes régionaux pour les questions de coopération ont tenu leur réunion annuelle pour examiner la suite donnée aux recommandations d'ateliers antérieurs et coordonner les activités communes.

6. Avant l'atelier, le HCDH a organisé deux consultations régionales, l'une avec la Commission interaméricaine des droits de l'homme, à Washington, les 7 et 8 décembre 2018, l'autre avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, à Charm el-Cheikh (Égypte), le 26 avril 2019. Il y a été question des bonnes pratiques, des enseignements à retenir et des domaines de coopération entre les mécanismes régionaux et l'ONU en matière de lutte contre le racisme. Ces consultations ont inspiré l'ordre du jour de l'atelier sur les arrangements régionaux qui s'est tenu en octobre 2019. Les 26 et 27 septembre 2019, à Paris, le HCDH a participé à une réunion de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance sur l'expérience acquise dans le domaine de la lutte contre le racisme et la discrimination en Europe.

7. Conformément à la résolution 34/17 du Conseil des droits de l'homme, un programme de huit semaines a été élaboré par la Section des institutions nationales et des mécanismes régionaux du HCDH. Huit membres du personnel des mécanismes régionaux ont déjà bénéficié de ce programme, qui a débuté en juin 2019.

8. Le principal objectif de ce programme est de permettre au personnel des secrétariats des mécanismes régionaux d'acquérir une expérience au sein du système des droits de l'homme de l'ONU. Les participants ont assisté à des séances d'information sur les travaux des mécanismes des droits de l'homme de l'ONU et aux sessions du Conseil des droits de l'homme, du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel et des organes conventionnels. Ils ont également travaillé dans divers services du HCDH, ce qui leur a permis de faire bénéficier le personnel du Haut-Commissariat de leurs compétences en matière de fonctionnement des mécanismes régionaux.

II. Progrès accomplis depuis 2016 dans la coopération entre les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes régionaux des droits de l'homme

9. Conformément à la résolution 34/17 du Conseil des droits de l'homme, l'atelier a consacré sa première session à faire le point de l'évolution de la situation depuis l'atelier sur les mécanismes régionaux tenu en 2016. Les participants ont mis en évidence les difficultés, présenté les bonnes pratiques observées pour appliquer les recommandations issues de cet atelier, et souligné les principaux faits nouveaux survenus dans le domaine des droits de l'homme dans leurs régions respectives. La Haute-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Ambassadeur de Belgique auprès de l'Office des Nations Unies et des représentants d'autres organisations internationales à Genève ont ouvert l'atelier, après quoi des intervenants de différents mécanismes régionaux des droits de l'homme ont pris la parole.

A. Problèmes

10. Les représentants des mécanismes régionaux ont souligné que le non-respect de leurs décisions était un problème courant et majeur. En ce qui concerne la coopération entre les mécanismes régionaux, les participants ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination, en particulier dans un contexte de restrictions budgétaires, et la nécessité également de mener des activités communes et de garantir des échanges efficaces de renseignements et de bonnes pratiques.

11. Le représentant de la Cour de justice de la CEDEAO a indiqué que le dialogue engagé par la Cour avec la société civile et les défenseurs des droits de la personne pour

améliorer la visibilité de ses décisions avait incité ces acteurs à se mobiliser davantage pour encourager les États membres à appliquer les décisions de la Cour.

12. La Cour de justice de la CEDEAO avait signé un mémorandum d'accord sur la coopération avec la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. Ce mémorandum était assorti d'un plan d'action visant à échanger des documents, des renseignements de jurisprudence et du personnel, à mener des activités communes de renforcement des capacités et à mobiliser des ressources pour des projets.

13. En avril 2019, la Cour de justice de la CEDEAO a organisé son premier dialogue judiciaire avec les juges de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, dans le prolongement de celui organisé par la Cour africaine à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en février et mars 2018. Le dialogue a permis aux juges des deux tribunaux de procéder à des échanges des vues et de données d'expériences concernant leur mandat.

B. Bonnes pratiques, notamment en matière de coopération

14. La Cour de justice de la CEDEAO avait créé l'Association des juges d'Afrique de l'Ouest et institutionnalisé un forum de dialogue et d'échange de vues entre les juges et les praticiens du droit de divers États membres et la Cour. Les participants à ce forum prévoyaient en outre d'examiner et d'analyser l'application des normes internationales relatives aux droits de l'homme dans les systèmes judiciaires nationaux.

15. Le représentant de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est a indiqué qu'après avoir participé au programme du HCDH destiné aux mécanismes régionaux des droits de l'homme, qui s'était tenu de juin à août 2019, il avait élaboré un projet intitulé « intégrer les droits de l'homme dans tous les politiques et programmes de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est pour une Communauté stable et prospère ».

16. Le représentant de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a dit qu'en juillet 2018, des représentants de la Cour interaméricaine, de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples et de la Cour européenne des droits de l'homme avaient participé à une réunion de travail visant à promouvoir le dialogue et la coopération et à remédier à des problèmes communs. Les Présidents des trois cours avaient signé la Déclaration de San José dans le but de créer un forum semestriel permanent pour le dialogue institutionnel et entre les cours régionales et de favoriser les échanges sur la jurisprudence et l'actualité juridique.

17. Des juges de la Cour interaméricaine des droits de l'homme ont indiqué qu'ils s'étaient rendus à la Cour de justice de l'Union européenne, au Comité européen des droits sociaux et au Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme pour avoir des échanges sur les pratiques en matière de suivi du respect et de l'application des décisions rendues par les Cours.

18. Le représentant de la Cour interaméricaine des droits de l'homme a indiqué que le Secrétaire général de l'ONU avait rencontré les membres de la Cour en juillet 2018. Le Président du Costa Rica et les Présidents et plusieurs membres de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples avaient également participé à cette réunion.

19. La Cour interaméricaine des droits de l'homme avait aussi reçu, en 2016, la visite des membres du Comité des droits de l'homme, pour débattre de questions communes de procédure et de fond. En outre, le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés avait rendu deux avis consultatifs, l'un sur les enfants migrants, l'autre sur le droit d'asile.

20. Le représentant du Comité contre la torture a indiqué que le Comité avait créé un espace de dialogue avec les tribunaux régionaux et avait participé, en 2017 et 2018, à des débats féconds avec la Cour interaméricaine des droits de l'homme sur les mesures de réparation, le non-refoulement et le contrôle de l'exécution des jugements et des décisions. En 2018, le Groupe de travail sur les disparitions forcées avait présenté à la Cour interaméricaine une communication concernant une affaire litigieuse.

21. Le représentant de la Commission interaméricaine des droits de l'homme a indiqué que la Commission avait participé régulièrement aux sessions du Conseil des droits de l'homme et avait communiqué des informations dans le cadre de l'Examen périodique universel.

22. Le représentant de la Cour de justice des Caraïbes a indiqué que la Cour avait mis en place des protocoles en matière d'égalité des sexes et organisé des cours de sensibilisation à l'égalité des sexes afin de remédier au problème des préjugés sexistes dans les décisions de justice.

23. Le représentant de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN a souligné que, depuis la création de la Commission en 2009, le système des Nations Unies avait directement collaboré avec elle sur toute une série de questions relatives aux droits de l'homme, notamment le développement durable, les droits des femmes et des enfants, les entreprises et les droits de l'homme, les droits des personnes handicapées et les droits environnementaux.

24. Le représentant du Comité arabe des droits de l'homme a indiqué que le Comité avait contribué pour une large part à la rédaction, en mai 2019, d'un instrument juridiquement contraignant sur le droit au développement.

C. Combattre le racisme

25. Le représentant du Comité arabe des droits de l'homme a évoqué la contribution du Comité au processus d'élaboration d'une recommandation générale sur la prévention et l'élimination du profilage racial, engagé en 2019 par le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

26. Le représentant du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE a signalé que la Réunion 2018 sur la mise en œuvre des engagements concernant la dimension humaine, organisée à Varsovie du 10 au 21 septembre, avait été consacrée à la lutte contre le racisme et la xénophobie, à la promotion de la tolérance et de la compréhension mutuelle et à la situation des Roms et des Sintis, et que l'édition 2019 de la Réunion, organisée à Varsovie du 16 au 27 septembre, avait porté sur la promotion des libertés fondamentales, de la tolérance et de la non-discrimination. Des titulaires de mandat au titre de procédures spéciales et des experts des organes conventionnels avaient participé à certaines de ces réunions.

27. Il a également été signalé que le HCDH avait participé en tant que coformateur à des cours destinés aux militants qui luttent contre le racisme et la xénophobie à l'égard des personnes d'ascendance africaine, organisés par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, à Varsovie, les 12 et 13 septembre 2018.

D. Recommandations

28. Les participants ont recommandé :

a) De renforcer la coordination des activités, d'intensifier le dialogue à tous les niveaux – tant verticalement qu'horizontalement et entre tous les acteurs (pouvoirs publics, organisations de la société civile et groupes concernés), et d'utiliser une approche fondée sur les droits de l'homme pour traiter la situation des groupes marginalisés ;

b) D'inciter les gouvernements à adopter des lois pour lutter contre la discrimination raciale et la xénophobie et à utiliser le cadre des objectifs de développement durable pour promouvoir et protéger les droits de l'homme au niveau national ;

c) De créer des bases de données pour suivre l'application des recommandations formulées par les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme au niveau national.

III. Combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée

A. Cadres et mécanismes juridiques internationaux et régionaux de protection contre le racisme et la discrimination, et coopération entre les mécanismes régionaux, les mécanismes de l'ONU, les institutions nationales des droits de l'homme et les organisations de la société civile

29. Le débat a porté sur le mandat et les travaux de plusieurs organisations et mécanismes internationaux et régionaux, notamment ceux du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, de la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, du Groupe de travail sur l'Examen périodique universel, du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant, de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, de la Ligue des États arabes et du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales.

30. Les intervenants ont souligné les principaux secteurs de leur mandat et de leurs activités visant à protéger du racisme, de la discrimination raciale et de la xénophobie et à les empêcher, et décrit selon quelles modalités ils coopéraient et menaient des activités communes, notamment avec les gouvernements, les institutions nationales des droits de l'homme, les institutions chargées de promouvoir l'égalité et les organisations de la société civile.

31. Les participants ont soulevé des problèmes actuels liés au manque persistant de données ventilées sur la situation de certains groupes particulièrement touchés par le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie. Des efforts étaient nécessaires pour faire en sorte que l'Examen périodique universel, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les organes conventionnels continuent de tenir compte de la situation de ces groupes dans le contexte de la réalisation des objectifs de développement durable.

B. Bonnes pratiques

32. Les intervenants ont souligné le rôle que jouent les institutions nationales des droits de l'homme en favorisant la concertation et le dialogue entre les différents acteurs, notamment entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics. Ils ont aussi souligné l'importance de la coopération entre les institutions chargées de l'égalité et les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme lors des visites de pays, des missions d'enquête et d'autres activités connexes, telles que les déclarations publiques et les programmes de formation.

C. Problèmes

33. Les participants ont signalé que les recommandations formulées par les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme en rapport avec la Déclaration et le Programme d'action de Durban n'étaient pas suffisamment mises en œuvre. Plusieurs participants ont souligné que les pratiques préjudiciables qui menaçaient les droits des personnes d'ascendance africaine et des défenseurs des droits de la personne, et auxquelles certains États avaient recours, notamment en faisant intervenir les forces de police, soulevaient un problème particulier.

34. Les participants ont relevé l'apparition d'un racisme fondé sur l'identité et la religion, ainsi que la normalisation des discours de haine et du nationalisme en politique. Certains se sont inquiétés des effets possibles de ces tendances sur la paix et la sécurité internationales, ainsi que l'économie. Dans ce contexte, les participants ont souligné la

nécessité d'institutions nationales efficaces qui puissent enquêter sur les plaintes de racisme et de discrimination et indemniser les victimes.

D. Recommandations pour une coopération renforcée

35. Afin de renforcer la coopération entre les organisations et les mécanismes internationaux et régionaux, les intervenants ont suggéré :

a) De créer un groupe restreint d'institutions nationales des droits de l'homme et de mécanismes régionaux, chargé de faciliter les échanges de renseignements et de compétences en matière de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ;

b) De renforcer la collaboration des défenseurs des droits de la personne et d'autres parties prenantes avec les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme et de donner un nouvel élan aux partenariats en matière de prévention, notamment en favorisant l'inclusion sociale de tous les groupes dans le cadre de mesures de prévention des conflits ;

c) De renforcer la capacité des acteurs nationaux à recueillir et à ventiler des données et des indicateurs concernant certains groupes, afin de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable.

36. En outre, les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes régionaux des droits de l'homme devraient systématiquement échanger des informations avec les experts qui effectuent des visites, des missions et des travaux au niveau des pays et favoriser la coopération entre les acteurs afin de lutter efficacement contre le racisme.

37. En ce qui concerne les cadres juridiques et institutionnels, les participants ont recommandé de préconiser l'adoption de cadres et de mécanismes juridiques nationaux qui traitent les problèmes de discrimination raciale, de racisme et de xénophobie, notamment par des mesures pour lutter contre les discours de haine dans les médias.

IV. Lien essentiel entre le droit au développement et les objectifs de développement durable

38. Les intervenants ont mis en évidence des problèmes de discrimination et le principe consistant à ne laisser personne de côté. À cet égard, ils ont souligné avec préoccupation le manque de données et de statistiques ventilées, selon des critères comme la race, l'origine ethnique, le statut migratoire, le sexe, l'âge, le handicap, la situation géographique, le revenu et d'autres facteurs pertinents, qui faciliteraient le suivi des objectifs de développement durable.

39. Les participants ont estimé nécessaire de prendre d'urgence des dispositions pour améliorer la qualité, la couverture et la disponibilité des données ventilées, pour faire en sorte que nul ne soit laissé de côté. Ils ont souligné les mesures prises avec la participation de leurs institutions pour s'attaquer à ces problèmes, parmi lesquelles la collecte de statistiques précises et l'élaboration de programmes, la collaboration avec les institutions financières pour mettre au point des programmes en faveur des personnes d'ascendance africaine, et la coopération avec les institutions spécialisées des Nations Unies, le HCDH et les institutions nationales des droits de l'homme. Des institutions avaient organisé des consultations et publié des documents sur les liens entre les droits de l'homme et les objectifs du développement durable.

A. Bonnes pratiques

40. Les intervenants ont recensé un certain nombre de bonnes pratiques et d'exemples. Il a été signalé notamment que le HCDH et le Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme coopéraient pour harmoniser leurs messages sur la discrimination et

la xénophobie dans le cadre des instances internationales, afin de mieux convaincre les décideurs, et que le HCDH avait établi des statistiques sur les personnes d'ascendance africaine des Bahamas et élaboré des programmes à leur intention.

41. Il a été fait mention des principes opérationnels élaborés actuellement par le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, sur les moyens de protéger efficacement les personnes d'ascendance africaine par l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

B. Problèmes

42. Les participants ont relevé que le manque de données et de statistiques ventilées constituait un obstacle fondamental au suivi des progrès accomplis dans le respect des engagements des États et des recommandations des mécanismes régionaux des droits de l'homme. La persistance d'obstacles structurels et systémiques entravait la lutte contre le racisme, la discrimination, l'apartheid et d'autres formes de domination, ce qui empêchait de progresser dans la réalisation du droit au développement.

C. Recommandations

43. Les intervenants ont proposé des recommandations qui pourraient être mises en œuvre aux niveaux national et régional pour renforcer le lien entre le droit au développement et les objectifs de développement durable, soulignant que la Déclaration et le Programme d'action de Durban et les objectifs se renforçaient mutuellement et garantissaient le respect des principes de non-discrimination et d'égalité. Ils ont expressément recommandé :

a) De reconnaître le droit au développement comme un droit de l'homme inaliénable et de lutter contre la discrimination qui fait obstacle à la réalisation des objectifs de développement durable ;

b) De lutter contre la discrimination structurelle à l'égard des personnes d'ascendance africaine et des peuples autochtones afin de combler les lacunes qui entravent la réalisation des objectifs de développement durable ;

c) D'exhorter les gouvernements, les organisations de la société civile et les mécanismes régionaux et internationaux des droits de l'homme à mettre en commun les bonnes pratiques et les données d'expérience concernant les programmes élaborés en faveur des personnes d'ascendance africaine (tâche qui relève du mandat du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine) ;

d) D'exhorter les organes conventionnels des droits de l'homme à formuler des recommandations qui se réfèrent aux objectifs de développement durable et dont les États puissent tenir compte dans leurs plans d'action nationaux et/ou leur législation ;

e) D'exhorter l'Organisation de coopération et de développement économiques, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les banques régionales à envisager des projets et programmes visant à promouvoir et protéger les droits des peuples autochtones ;

f) De faire de la non-discrimination un critère de réalisation de chaque objectif et cible de développement durable sans distinction aucune, notamment d'âge, de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale, ethnique ou sociale, d'ascendance, de fortune, de naissance ou de toute autre situation ;

g) De ventiler les données et les statistiques par race, appartenance ethnique, statut migratoire, sexe, âge, handicap, situation géographique et revenu, afin d'assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

V. Coopération concernant certains groupes cibles : minorités, migrants et réfugiés, personnes d'ascendance africaine et peuples autochtones

44. Les participants ont noté que les migrations Sud-Nord à l'intérieur du continent africain avaient davantage mobilisé l'attention de la communauté internationale que les migrations Sud-Sud, et qu'environ 36 millions de personnes se déplaçaient en Afrique, chiffre qui pourrait être beaucoup plus élevé.

45. La relation de travail étroite entre le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a été soulignée, et il a été recommandé aux deux entités de poursuivre leur collaboration et d'échanger davantage des renseignements entre elles au moment d'établir leurs rapports respectifs.

46. Les intervenants ont noté qu'en dépit des cadres régionaux des droits de l'homme existants, les droits des minorités ethniques n'avaient pas été pleinement réalisés en Europe. Ainsi, bien qu'il soit recommandé dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban d'adopter des plans d'action nationaux contre le racisme, seuls quelques États membres de l'Union européenne l'avaient fait. Qui plus est, l'adoption de plans de cette nature n'avait pas conduit expressément à reconnaître les personnes d'ascendance africaine comme victimes de racisme et de discrimination raciale.

47. Un membre du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant a indiqué que le Comité suivait l'application de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Il a précisé que le Comité appliquait des normes élevées concernant les enfants de personnes déplacées et de demandeurs d'asile, les enfants nés de parents dont la situation était irrégulière ou le visa était expiré, et d'autres enfants sans papiers. Il s'est référé à une étude du Comité sur les enfants déplacés sur le continent africain, dans laquelle il est souligné que ces enfants doivent bénéficier d'une protection prioritaire compte tenu de leur vulnérabilité.

48. La Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones a décrit son travail, qui consiste notamment à effectuer des visites de pays et à adresser des communications à des entreprises privées dont les activités internationales ont des conséquences pour les populations autochtones. Elle s'est référée à ses rapports sur la protection de l'environnement, les changements climatiques, les droits fonciers, l'autonomie des peuples autochtones et les systèmes de justice traditionnelle. La Rapporteuse spéciale a indiqué que dans certains pays d'Amérique latine, le racisme institutionnel était un obstacle manifeste à l'accès des peuples autochtones aux services publics, en particulier à la justice, tandis que les statistiques disponibles ne traduisaient pas ces disparités ou cette discrimination à caractère socioéconomique.

A. Bonnes pratiques

49. Les participants ont souligné que la plupart des États membres de l'Union européenne avaient ratifié la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et que les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme étaient contraignantes. Ils ont aussi mentionné que plusieurs pays avaient recueilli des données sur les personnes d'ascendance africaine et qu'en 2017, l'Allemagne avait adopté un nouveau plan d'action national contre le racisme, qui faisait mention des personnes d'ascendance africaine².

² Le nouveau plan d'action national avait été adopté après la première visite en Allemagne du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine en 2017. La visite a suscité une mobilisation nationale des défenseurs des droits de la personne et des groupes concernés, qui ont décrit la situation des droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine au Groupe de travail dans le cadre de réunions publiques. À l'issue de la visite, le personnel politique et les institutions

50. Le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille a accordé une attention particulière à l'action menée par les États pour protéger les droits des enfants de travailleurs étrangers, en particulier sur le continent africain.

51. La Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones examinait des projets de loi sur la protection des peuples autochtones et avait présenté des mémoires d'*amicus curiae* à la Cour constitutionnelle du Pérou. Elle avait également coopéré avec les organes conventionnels, notamment en lui communiquant des renseignements et en renforçant l'application des recommandations afin d'inciter les gouvernements à supprimer les lois, les politiques et les pratiques discriminatoires.

B. Difficultés constatées et enseignements à retenir

52. Les participants ont souligné que les migrants africains étaient généralement stigmatisés et victimes de discrimination et de mauvais traitements là où ils s'étaient installés et étaient souvent empêchés de se déplacer librement.

53. Les participants ont noté avec préoccupation l'absence de procédure de détermination du statut de réfugié et les pratiques discriminatoires à cet égard. Ils ont déploré le fait que les mineurs africains ne faisaient pas l'objet d'une attention particulière et étaient simplement inclus dans la catégorie générale des migrants, ne bénéficiaient d'aucun soutien psychosocial et participaient rarement à des programmes d'intégration. L'absence de procédures visant à faciliter le regroupement familial a également été soulignée.

54. Les participants ont souligné que les enfants de migrants, y compris les enfants sans papiers et les enfants de parents en situation irrégulière, étaient particulièrement vulnérables à la violence et à l'exploitation, d'où la nécessité de renforcer les mécanismes de protection transfrontière.

55. On a fait observer que si nombre de pays européens avaient adopté des mesures pour prévenir et combattre le racisme et la discrimination raciale, les préjugés persistaient. Ainsi, les personnes d'ascendance africaine ne bénéficiaient pas de l'égalité d'accès aux emplois même si les offres d'emploi n'étaient pas racistes.

56. Les participants ont fait observer qu'au sein de l'Union européenne, la situation des droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine n'avait été prise en considération qu'assez récemment, et que cela pouvait être une conséquence directe de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et de la participation de la société civile. L'élaboration de nouvelles normes était le résultat de l'interaction entre une multitude d'acteurs internationaux, régionaux et nationaux, y compris la société civile, qui avaient tous mis leurs compétences à contribution pour mettre au point des résolutions et des recommandations.

57. Les participants ont souligné la réticence de certains États d'Afrique à adopter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Ils ont appelé l'attention sur le fait que les populations autochtones africaines vivaient dans des conditions précaires et étaient en butte à la discrimination et la stigmatisation à cause de leur mode de vie ou de leurs origines. Les activités du secteur privé qui provoquaient le déboisement ont été préjudiciables aux populations autochtones, a-t-on indiqué.

C. Recommandations

58. Les participants ont recommandé :

a) Que tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies ventilent les données sur les personnes d'ascendance africaine placées sous leur juridiction ;

publiques ont commencé de débattre de la situation des droits de l'homme des personnes d'ascendance africaine et des mesures à prendre pour y remédier.

b) Que l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme et les institutions nationales des droits de l'homme contribuent sensiblement à promouvoir le respect par les États de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, afin de prévenir l'intolérance et la xénophobie ; invitent les États à signer et ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris la Convention ; et veillent à ce que les États s'acquittent des obligations mises à leur charge par les traités auxquels ils sont parties ;

c) Qu'un poste d'envoyé spécial soit créé pour le continent africain pour répondre aux préoccupations des migrants africains et, en particulier, pour veiller à ce que les États respectent la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, qui visent l'une et l'autre à assurer une protection efficace aux migrants ;

d) Que le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille organisent des réunions dans divers lieux sur le terrain avec les mécanismes régionaux des droits de l'homme et les organisations de la société civile de façon à devenir plus visible pour les personnes relevant de leur mandat et à diminuer le nombre de réunions au siège ;

e) Que les mécanismes internationaux et régionaux de protection des enfants recommandent l'adoption de mesures non privatives de liberté pour les enfants migrants ;

f) Que les institutions nationales des droits de l'homme utilisent leur lien avec le Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant afin de dialoguer avec celui-ci pour renforcer la protection et la promotion des droits des enfants migrants ;

g) Que tous les mécanismes coopèrent pour améliorer l'accès à l'information sur les droits des peuples autochtones, notamment dans le cadre des instruments juridiques contraignants et souples, conventionnels et autres, des déclarations et principes, et des décisions des organes intergouvernementaux, et de leur application à des pays et des affaires précis ;

h) Que l'accès à l'information concernant les droits de l'homme, y compris les mécanismes de recours, soit garanti et assuré gratuitement et sur un pied d'égalité sous des formes accessibles, y compris aux personnes handicapées, et que cette information puisse être recherchée et diffusée et existe en diverses langues ;

i) Que les peuples autochtones bénéficient d'un renforcement des capacités plus important sur les droits de l'homme, grâce notamment à la création et au financement de programmes de bourses ;

j) Que le public soit sensibilisé systématiquement aux préjugés et aux stéréotypes qui sous-tendent toutes les formes de racisme et de xénophobie, afin de promouvoir la tolérance, le respect, l'ouverture d'esprit et la concorde à tous les niveaux de la société.

VI. Rôle des mécanismes nationaux dans la lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie

59. Les intervenants ont abordé les initiatives et les mécanismes nationaux de lutte contre le racisme, la discrimination et la xénophobie. Ils ont recensé les principaux problèmes liés aux droits de l'homme qui touchaient les migrants et les peuples autochtones et rendu compte des interventions auxquelles leurs institutions étaient associées. Ils ont estimé important de collaborer avec les gouvernements, notamment, pour formuler des plans d'action visant à protéger les migrants et les peuples autochtones.

A. Bonnes pratiques

60. Parmi les bonnes pratiques à envisager pour améliorer la connaissance et le respect des droits de l'homme, les participants ont mentionné la diffusion d'informations et les campagnes de sensibilisation, ainsi que la collaboration formelle et informelle entre les acteurs nationaux pour élaborer des programmes visant à promouvoir la dignité et à lutter contre les violations des droits de l'homme. Ils ont insisté sur la nécessité de condamner les actes de racisme et de discrimination et de faire en sorte que leurs auteurs aient à en répondre, et la nécessité d'inciter les victimes de discrimination à défendre leurs droits.

B. Problèmes

61. Les intervenants se sont dits préoccupés par le manque de volonté politique d'agir face au racisme, de données ventilées et de ressources spécifiques. Ils ont constaté que dans certains pays, les plans d'action nationaux de lutte contre le racisme n'avaient pas été appliqués faute de ressources humaines et financières suffisantes. Ils ont aussi exprimé leur préoccupation devant les menaces dont les défenseurs des droits de personne faisaient l'objet.

C. Recommandations

62. Afin de progresser dans la lutte contre le racisme, la discrimination et l'intolérance, les intervenants ont recommandé :

- a) De plaider en faveur du renforcement des lois nationales contre le racisme et du suivi efficace des affaires liées à des discours de haine, au racisme et à la xénophobie ;
- b) De veiller à la collaboration et à la coopération entre les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme et les institutions nationales des droits de l'homme, afin de soutenir des activités de promotion et de protection appropriées face au racisme ;
- c) D'assurer aux institutions nationales des droits de l'homme un financement suffisant, notamment pour renforcer la collecte et l'analyse des données utiles ;
- d) De recommander des campagnes de sensibilisation, des activités de formation et une promotion résolue des droits de l'homme, y compris par la condamnation des actes racistes, discriminatoires et xénophobes.

VII. Conclusions

63. **L'atelier sur le renforcement de la coopération entre les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes régionaux des droits de l'homme a abouti à des propositions et recommandations utiles, en particulier concernant le renforcement de la collaboration pour lutter contre le racisme et la discrimination.**

64. **Les participants ont invité les organisations intergouvernementales et les États à prévoir des ressources financières et humaines pour favoriser une coopération efficace.**

65. **Tout en saluant la contribution décisive du HCDH aux progrès de la coopération entre les mécanismes internationaux et régionaux des droits de l'homme, les participants à l'atelier ont noté que les moyens dont le HCDH disposait pour faciliter et coordonner la coopération souffraient de la limitation de ses ressources financières et humaines. Il a été relevé que le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme sur les arrangements régionaux pour la promotion et la protection des droits de l'homme avait, dans son rapport, formulé des recommandations utiles pour ce qui est de renforcer la capacité du HCDH à coordonner les activités de coopération (A/HRC/39/58, par. 58 à 60). Les participants ont appuyé la recommandation tendant**

à renforcer la fonction actuelle de coordonnateur des mécanismes régionaux en créant un groupe spécial chargé d'élaborer des critères et des outils méthodologiques d'évaluation et de comparaison des mécanismes régionaux, de déterminer leurs besoins, de compiler des renseignements sur les bonnes pratiques et de concevoir des normes pour le renforcement des capacités. Ce groupe aurait aussi à réaliser un examen des activités du HCDH concernant les mécanismes régionaux des droits de l'homme à ce jour et à préciser les moyens de parfaire l'intégration des systèmes régionaux, sous-régionaux et internationaux de protection des droits de l'homme en un tout efficace.

66. Les participants ont estimé que l'harmonisation et l'application des normes des droits de l'homme étaient décisives pour développer une jurisprudence universelle des droits de l'homme, en particulier sur la question du racisme et de la discrimination raciale. Un dialogue suivi entre les mécanismes internationaux et régionaux était déterminant à cet égard, ont-ils souligné.

67. Il a été souligné que la Déclaration et le Programme d'action de Durban, le document final de la Conférence d'examen de Durban et la déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale pour célébrer le dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban (voir la résolution 66/3 de l'Assemblée générale) constituaient un cadre complet pour faire face, au niveau mondial, au fléau du racisme, l'accent étant mis sur les victimes. L'engagement énoncé dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de ne laisser personne de côté a aussi été considéré comme un cadre autorisant les États à faire en sorte que l'application des objectifs de développement durable repose sur une conception fondée sur les droits de l'homme de la lutte contre la discrimination et les inégalités.

68. Les participants ont estimé que les formes contemporaines de racisme devaient être condamnées, y compris les attaques des médias contre les réfugiés et les migrants. Ils ont noté que le profilage racial pratiqué par la police de certains pays et l'augmentation de la violence policière à l'égard des personnes d'ascendance africaine créaient un climat de harcèlement et d'injustice.

69. Les participants ont signalé que le racisme a des répercussions sur la prospérité, l'égalité et la participation et que, si on laissait faire, les inégalités et la discrimination risquaient d'alimenter des conflits violents et armés.

70. Les mécanismes internationaux, régionaux et nationaux des droits de l'homme devraient œuvrer ensemble à ce que soit tenue la promesse d'une reconnaissance concrète du fait que les êtres humains naissent tous libres et égaux en dignité et en droits.

VIII. Recommandations

71. Les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme et les mécanismes régionaux des droits de l'homme devraient mettre en commun l'information relative à leurs décisions, leurs recommandations, leurs bonnes pratiques, leurs rapports, leurs activités, leurs visites programmées et toute question utile selon des modalités suivies, cohérentes et dont le coordonnateur des référents du HCDH soit le relais systématique. L'alignement des processus et le recoupement devraient contribuer à des décisions et des recommandations plus robustes et mieux ciblées et à des moyens renforcés de plaidoyer et d'assistance pour leur application.

72. Tous les mécanismes internationaux et régionaux devraient recommander aux États de se conformer aux mesures de protection internationales et régionales contre le racisme et suivre l'exécution des engagements acceptés par les États au titre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, y compris l'adoption de lois, de politiques, de plans d'action et de programmes visant à combattre le racisme.

73. Les organismes et les organes conventionnels des Nations Unies, les mécanismes régionaux et les institutions nationales devraient coopérer pour recueillir des données

ventilées sur le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée ; les États devraient recueillir et publier des statistiques ventilées selon la race, l'appartenance ethnique, le statut migratoire, le sexe, l'ascendance, l'âge, le handicap, la situation géographique, le revenu et les autres caractéristiques pertinentes, comme base de suivi et d'amélioration de la mise en œuvre des objectifs de développement durable.

74. Une aide devrait être assurée pour permettre aux victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et particulièrement aux groupes vulnérables d'avoir accès au système et aux mécanismes des droits de l'homme aux niveaux international et régional.

75. Il faudrait envisager de mettre en place un groupe de travail restreint d'institutions nationales et de mécanismes régionaux composé de référents pour le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, afin d'institutionnaliser et de renforcer la coopération et de faciliter les échanges de renseignements et de compétences entre le HCDH, les mécanismes régionaux et les institutions nationales.

76. La coopération entre les mécanismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux des droits de l'homme devrait être renforcée sous les auspices du HCDH. Le HCDH devrait être doté de ressources humaines et financières plus importantes pour coordonner l'interaction entre les mécanismes des Nations Unies et les mécanismes régionaux des droits de l'homme et faciliter l'action du réseau des référents.

77. Le programme spécifique dont dispose le HCDH pour aider les mécanismes régionaux à se familiariser avec le système des droits de l'homme de l'ONU devrait être maintenu. Des fonctionnaires du HCDH devraient également être associés au programme pour pouvoir se familiariser avec les mécanismes régionaux des droits de l'homme.
